



# BELGIQUE

**CONSEIL DE SECURITE  
6240ème séance**

**La situation en République centrafricaine (S/2009/627)**

**DECLARATION  
DE  
M. JAN GRAULS  
AMBASSADEUR  
REPRESENTANT PERMANENT DE LA BELGIQUE  
AUPRES DES NATIONS UNIES**

**EN SA QUALITE DE PRESIDENT DE LA FORMATION RCA  
DE LA COMMISSION DE CONSOLIDATION DE LA PAIX**

**LE 15 DECEMBRE 2009**

Monsieur le Président,

Avant tout, j'aimerais vous remercier d'avoir bien voulu m'inviter à m'adresser au Conseil de sécurité en ma capacité de Président de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix. J'aimerais également saluer la présence de Mme Sahle-Work Zewde, la Représentante spéciale du Secrétaire-général en Centrafrique qui, après quelques mois seulement, se montre déjà parfaitement à la hauteur de la tâche difficile qui lui incombe. Le rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, que Mme Zewde vient de présenter, décrit de manière adéquate la situation en République centrafricaine, les progrès réalisés dernièrement ainsi que les principaux défis du moment.

Monsieur le Président,

La configuration Centrafrique de la Commission de consolidation de la paix avait plaidé pour la transformation du BONUCA en un bureau Intégré des Nations Unies en République centrafricaine, et avait salué la déclaration présidentielle du 7 avril (S/PRST/2009/5), formalisant la transition de BONUCA en BINUCA. Le Bureau intégré permettra de mieux soutenir les travaux de la Commission de consolidation de la paix en République centrafricaine. L'effort de consolidation de la paix nécessite en effet coordination et cohérence. Ce sont les deux principaux axes du nouveau mandat de la présence onusienne à Bangui.

Monsieur le Président,

Depuis l'adoption de notre Cadre stratégique pour la consolidation de la paix en République centrafricaine en mai dernier, je me suis rendu sur le terrain à deux reprises, une première fois fin août et plus récemment, du 3 au 10 décembre, avec une délégation de la configuration République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix composée des représentants de la Pologne, du Gabon, de l'Afrique du sud, de la France, du Japon, de la Belgique, de la Chine et de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Je crois pouvoir dire que, depuis l'adoption du Cadre stratégique, qui constitue en quelque sorte la feuille de route de nos travaux, le premier bilan semestriel est positif. En effet, des progrès significatifs ont été accomplis, même si la situation en République centrafricaine continue de présenter d'énormes défis.

Compte tenu de la situation en Centrafrique et ayant à l'esprit les recommandations du Dialogue Politique Inclusif, qui s'était tenu à Bangui en décembre 2008, nous avons concentré notre attention dans un premier temps sur le secteur de la sécurité.

*(Démobilisation, désarmement et réinsertion des ex-combattants)*

La Commission de consolidation de la paix a ainsi maintenu un regard vigilant, mais bienveillant, sur le processus qui a permis la finalisation du document de projet pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration des ex-combattants. Ce projet s'élève à 27 millions de dollars. Ce financement est assuré grâce à des contributions provenant non seulement du Fonds de Consolidation de la Paix et de certains membres de la Commission, dont l'Union européenne, mais aussi -et surtout- des organisations sous-régionales, telles que la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC). Je voudrais souligner aussi que cette dernière organisation sous-régionale a mis à disposition des observateurs militaires, qui sont déjà arrivés en République centrafricaine.

Grâce à ces efforts conjoints des autorités centrafricaines et de la communauté internationale, le processus est maintenant prêt à être lancé sur le terrain, et en attendant la désignation d'un organisme chargé de coordonner le programme de réinsertion. Le lancement de ce programme de DDR est de la plus haute urgence, étant donné que des élections devront être organisées avant avril 2010 et qu'il s'agit de sécuriser l'ensemble du territoire centrafricain en vue de ces élections.

*(Réforme du secteur de Sécurité)*

Dans le domaine plus vaste de la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) , la table ronde qui s'est tenue à Bangui fin octobre a permis aux autorités centrafricaines d'adopter une stratégie nationale, une étape importante qui démontre que l'appropriation nationale par les autorités centrafricaines est devenue réelle sur le plan technique et politique. Dans les mois à venir nous devons nous concentrer sur l'opérationnalisation de la RSS et sur son financement. Dans ce contexte, il semble opportun d'organiser une conférence de bailleurs de fonds pour la RSS au cours du premier semestre de l'année 2010 afin de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la stratégie nationale.

La Commission estime que le moment est venu d'établir un lien solide entre le processus de DDR et la réforme du secteur de sécurité.

*(Bonne gouvernance et état de droit)*

La Commission de consolidation de la paix travaille parallèlement sur les autres priorités du cadre stratégique, tout aussi essentielles. Dans le domaine de la bonne gouvernance et l'Etat de droit, des progrès ont été accomplis grâce aux efforts conjoints du gouvernement et de ses partenaires internationaux, tels que l'Organisation Internationale de la Francophonie et le PNUD. La campagne essentielle de lutte de contre la corruption, une des conditions essentielles du redressement socio-économique en est un exemple.

Par ailleurs, l'adoption du Code électoral révisé et l'établissement de la Commission Electorale Indépendante sont des signaux clairs de la volonté du gouvernement de tenir les élections de l'année prochaine dans les délais constitutionnels. La Commission de consolidation de la paix et ses membres se sont exprimés en faveur d'un soutien à l'organisation de ces élections. A cet égard, certains membres de la Commission ont déjà été annoncé des contributions, notamment en vue de soutenir les travaux de la Commission Electorale Indépendante dont les membres ont été nommés parmi des représentants de la majorité présidentielle et de l'opposition.

Toutefois, il reste à répondre à des besoins de financement considérables et à surmonter de nombreuses difficultés, tels que la composition des listes électorales et l'organisation logistique du vote. La Commission Electorale Indépendante doit par ailleurs encore développer un calendrier en vue des élections, ainsi qu'un projet de budget détaillé. J'appelle le gouvernement centrafricain à honorer le financement propre prévu dans les budgets de 2009 et 2010 et à donner à la CEI les moyens et l'espace politique pour une composition transparente des listes. J'appelle également la communauté internationale à verser des contributions dans le fonds électoral que le PNUD vient d'établir et à fournir une assistance technique à la CEI. Enfin, le déploiement de missions d'observation électorale internationale avant, pendant et après les élections devra être assuré.

*(Pôles de développement)*

Les préparatifs du projet des pôles de développement ont beaucoup progressé et l'année 2010 verra finalement débiter la réalisation de ce projet qui figure sous le volet « développement » de notre Cadre stratégique. Ces pôles viendront améliorer les conditions de vie de la population, notamment ceux qui ont le plus souffert des conflits. La Commission européenne, auteur du concept, et membre de la Commission de consolidation de la paix, a d'ores et déjà annoncé une contribution substantielle. Des efforts considérables seront nécessaires pour mobiliser, ici aussi, les ressources nécessaires pour soutenir ce projet.

*(Priorités dans les mois à venir)*

Dans les 6 prochains mois, nous sommes appelés à nous concentrer sur un nombre restreint d'actions prioritaires entre toutes, telles que le lancement effectif du processus de DDR, la mobilisation de ressources pour la réforme du secteur de sécurité dans le cadre d'une table ronde des bailleurs de fonds, l'organisation d'élections libres et transparentes en 2010, ainsi que le lancement concret du projet des pôles de développement.

Ces priorités sont intimement liées, et il est surtout déterminant de réaliser les premières phases du DDR avant la tenue des élections présidentielles et législatives. Un échec DDR risque de compromettre le processus électoral et, partant, à déstabiliser le pays.

Or, bien que les préparatifs techniques du DDR aient été finalisés avec l'arrivée des observateurs militaires de la CEEAC et leur prochain déploiement sur le terrain, toutes les conditions politiques et sécuritaires préalables ne semblent pas encore en place. Ainsi, les récents accrochages entre le CPJP et les FACA à Ndélé témoignent des tensions interethniques persistantes dans le nord-est du pays. Dans le nord-ouest, l'activité continue des coupeurs de route et des groupes d'autodéfense pourrait servir de prétexte à l'APRD pour ne pas se désarmer. Et l'enlèvement de deux travailleurs humanitaires près de Birao démontre que le déploiement des observateurs militaires n'est pas sans risques. J'appelle le gouvernement centrafricain à redoubler ses efforts de dialogue et médiation entre les différents groupes ethniques et armés afin de créer l'environnement propice pour la réussite du DDR, qui doit néanmoins démarrer comme prévu avant la fin de l'année. Aucun nouveau délai n'est encore acceptable.

Monsieur le Président,

Je voudrais signaler enfin que la configuration Centrafrique de la Commission de Consolidation de la Paix prend très à cœur la situation des femmes et des enfants, souvent les premières victimes d'un conflit, et déploie tous les efforts pour mettre en œuvre les résolutions du Conseil de Sécurité concernant la lutte contre les violence sexuelles, les enfants et les conflits armés et la protection des civils à travers les domaines prioritaires du Cadre stratégique. Lors de notre dernière visite, l'accès à un centre pour des enfants soldats démobilisés nous a malheureusement été refusé par l'APRD, le groupe armé dirigé par Jean-Jacques Démafouth auquel ces enfants étaient associés.

Dans tous les domaines prioritaires, des efforts considérables seront requis de tous les partenaires de la consolidation de la paix en République centrafricaine avec l'assistance de la communauté internationale, et je les encourage tous à s'y engager avec conviction et avec la volonté unanime de changer le pays.

Je vous remercie.